

La Libye, vers un conflit civil

La lutte entre les forces pro-islamistes et pro-sécularistes s'étend du terrain politique vers le militaire, avec la participation de puissances régionales et internationales.

Arturo Varvelli

Ces derniers mois, la Libye a sombré dans une spirale de violence qui empire chaque jour : le manque de contrôle sur ses frontières perméables, le trafic illégal, l'arrivée de jihadistes et de militants armés en provenance de la région du sud du Sahara et du Proche-Orient ont aiguisé l'instabilité du pays de façon alarmante. Ces circonstances s'ajoutent à d'autres problèmes de longue date, dont l'identité extrêmement fragile de la nation libyenne est à l'origine. Le pays présente une histoire relativement courte et les identités des clans et des tribus, ainsi que locales et régionales, supposent une menace importante pour la formation d'une identité nationale plus solide. Les groupes terroristes sont de plus en plus forts, en particulier en Cyrénaïque. Ces dernières années, la fragile autorité centrale de l'ère post-Kadhafi a intégré peu à peu des milices irrégulières à l'armée nationale. Cependant, le programme n'a pas eu beaucoup de succès étant donné que, depuis longtemps, l'armée semble plutôt une agglomération de groupes militaires mal coordonnés par le gouvernement et mus par une dangereuse « double loyauté » aux autorités nationales et à leurs dirigeants militaires. L'apparition de structures de sécurité hybrides aux fonctions et aux chaînes de commandement floues et ambiguës a aggravé encore plus les problèmes de sécurité du pays, et elle a introduit plus d'instabilité et de rivalités dans un système déjà fragmenté.

De plus, la Libye est témoin d'une lutte de pouvoir entre deux groupes de plus en plus polarisés, un conflit qui s'étend progressivement du terrain politique vers le terrain militaire. Dans l'un des camps – le camp « islamiste » – l'on retrouve les milices de Misrata, de quelques zones de Tripoli et d'autres villes plus petites, qui ont fusionné et obtenu l'appui politique des deux plus grands blocs du Congrès général de la nation : les Frères musulmans et la dénommée « Loyauté aux Martyrs », une désignation liée à différents mouvements islamistes. L'autre camp – « pro-laïciste » ou « anti-islamiste » – est composé par les milices de Zintan, la puissante milice Qaqa, qui inclut aussi des citoyens de Zintan officiellement alignés avec une coalition plus séculariste connue

sous le nom d'Alliance des forces nationales (AFN), dirigée par Mahmoud Jibril, et les forces de Cyrénaïque contrôlées par le général Khalifa Haftar.

Depuis juillet, les milices de Zintan et de Misrata sont empêtrées dans une bataille sur le principal aéroport de la Libye, au sud de Tripoli, ce qui a perturbé le transport aérien. Certains membres de l'islamiste Salle d'Opérations des Révolutionnaires Libyens (SORL) – qui fait partie des milices de Misrata – tentent de prendre le contrôle de l'aéroport, aux mains du groupe de Zintan depuis le renversement du colonel Kadhafi en 2011.

En mai, le général libyen à la retraite, Khalifa Haftar, a entrepris une campagne militaire (Opération Dignité) pour purger la Cyrénaïque de « militants islamistes », appuyé politiquement par l'AFN. Haftar, une figure controversée provenant du régime de Kadhafi, a rapidement obtenu l'appui de la population, en particulier à Benghazi et à Derna, souhaitant trouver une issue à deux années d'assassinats quotidiens et d'attentats terroristes de nature politique. Mais, d'un autre côté, l'affrontement politique en Cyrénaïque aggrave la tension politique en Libye, comme on a pu le constater lors des élections à la Chambre des Représentants qui ont eu lieu en juin.

Les causes de la polarisation

De ce fait, dans les périodes postérieures à un conflit ou une révolution, les sociétés ont souvent tendance à la polarisation au cours de la phase de stabilisation et de construction des institutions (tel que dans l'Iran post-révolutionnaire ou l'Irak postérieur à l'invasion, pour ne citer que deux exemples historiques). En Libye, divers facteurs provoquent la polarisation politique. En premier lieu, la période post-révolutionnaire se caractérise par l'existence de différentes légitimités qui peuvent être en conflit : celle qui dérive de la révolution (milices et groupes radicaux), celle qui est liée aux résultats électoraux (le bloc séculier) et celle qui est liée à la religion. Cette dernière, en particulier, se situe dans une « zone grise » entre la légitimité électorale et la révolutionnaire, ce qui permet que aux mou-



Aéroport international de Tripoli, où les milices de Zintan et Misrata luttent pour prendre son contrôle. / MAHMUD TURKI/AFP/GETTY IMAGES

vements qui lui sont liés de se situer, en même temps, à l'extérieur et à l'intérieur du système institutionnel.

Les activités des groupes islamistes et les déclarations en faveur de la violence sont une autre cause des problèmes de sécurité du pays : les membres des mouvements salafistes et islamistes (même au sein du Congrès général de la nation) appuient la violence contre des intellectuels, des journalistes et des juges, et ils contribuent à la détérioration de la sécurité dans le pays et à l'augmentation d'une sensation de menace parmi la population.

Les forces laïques et anti-islamistes sont des facteurs importants dans la polarisation politique de la Libye (où l'on ressent aussi l'influence de l'évolution du contexte régional, concrètement du coup d'État militaire en Égypte et l'arrivée au pouvoir du général Abdel Fatah al Sisi). L'AFN a nié la légitimité du Congrès général de la nation et des institutions, qu'elle considère trop favorables aux Frères musulmans et trop influencés par les salafistes. L'AFN et le Congrès ont tenté d'offrir à la communauté internationale (en particulier aux États-Unis et à l'Union européenne) une version de l'histoire qui rejette toute la faute sur les islamistes et qui leur refuse quelque fonction institutionnelle que ce soit sous prétexte qu'ils ne seraient pas « aptes » à gouverner au sein d'un régime démocratique. En coalition avec les AFN, Haftar n'a pas seulement pris des mesures contre le groupe jihadiste Ansar al Sharia, mais il a aussi affirmé qu'il « nettoierait la Libye des Frères musulmans », en estompant ainsi, intentionnellement, la ligne qui sépare les groupes terroristes des islamistes.

Au cours de l'été 2013, les Frères musulmans et certains mouvements salafistes ont renversé le groupe ma-

joritaire du Congrès et ils ont obtenu l'appui de certains congressistes indépendants. En conséquence, les activités et la fonction du Parlement ont été apparemment « défendues » par les Frères musulmans, et boycottées par les sécularistes, qui considèrent que le Congrès se trouve sous l'influence islamiste. Ceci s'est traduit par une paralysie du Parlement, avec des conséquences négatives pour le processus de construction institutionnelle ; ceci a aussi permis que certaines lois et décrets soient ignorés ou non appliqués. Il semblerait que certains politiciens anti-islamistes se trouvent derrière les émeutes continues et les attaques contre les installations pétrolières en 2013 et 2014, qui sont en train de provoquer une diminution de la production et des exportations de pétrole. Selon certaines interprétations, l'objectif de ces groupes serait de faire augmenter la tension et de réduire en même temps les actifs financiers contrôlés par le gouvernement et le Congrès. De plus, cette polarisation politique a tendance à se réalimenter, en particulier en ce qui concerne le débat sur la rédaction de la nouvelle Constitution (un processus qui provoque, généralement, une polarisation dans les sociétés divisées et ayant souffert d'un conflit).

Les élections de juin 2014 ont eu lieu dans un contexte politique très fragmenté et instable. Les résultats électoraux semblent désarçonner la position des Frères musulmans vis-à-vis de la représentation parlementaire en tant que telle. Moins de 25 des 200 membres du Parlement font partie des Frères musulmans ou de leurs alliés. De plus, le nouveau Parlement va se situer dans la ville orientale de Benghazi, loin de leur bastion de la zone occidentale, où les milices de Misrata et de la Salle

d'Opérations des Révolutionnaires Libyens exercent leur domination. Selon les mots de Sasha Toperich, sur le *Huffington Post*, pour les Frères musulmans, la présence dans la Chambre des Représentants est « une question de survie ». Le nouveau Parlement va échapper à leur contrôle et il est possible qu'il commence bientôt à révoquer des lois et à couper le flux d'argent qui finançait jusqu'ici leurs milices.

L'islam libyen

Grâce à la modération religieuse de la plupart des Libyens, jusqu'ici la marée islamique a été relativement « mesurée » du point de vue doctrinal, comme le démontrent les positions de la majeure partie des Frères musulmans. Le fait de définir les Libyens comme modérés en ce qui concerne la religion peut sembler discutable, étant donné le grand nombre de jihadistes libyens qui ont combattu en Afghanistan et en Irak et qui luttent actuellement en Syrie. Dans ce sens, il faut signaler que, sous le régime précédent, le jihad à l'extérieur de la Libye est devenu une sorte de substitut des activités islamistes à l'intérieur du pays. Le grand nombre de Libyens (en particulier de Darnah et de la Cyrénaïque) qui se trouvaient parmi les *moudjahidines* qui combattaient au nom du jihad n'était pas dû à un fort dogmatisme théologique et doctrinal ; au contraire, cette « attitude jihadiste » est plutôt une expression classique de mécontentement et d'insatisfaction vis-à-vis de la situation nationale (dont les racines se trouvent dans la période Kadhafi) que d'un authentique extrémisme théologique. Le résultat peut être interprété comme une sorte de « jihadisme fonctionnel », plutôt que doctrinal.

Il existe un large éventail de groupes islamistes opérant actuellement en Libye. Remarquons que les Libyens eux-mêmes distinguent généralement deux types principaux d'islamisme : le premier est plus quiétiste et a tendance à défendre la croyance selon laquelle les individus n'ont pas le droit de se soulever contre un gouvernant injuste. Le deuxième est la version jihadiste du salafisme, qui permet l'usage de la force contre un gouvernant injuste. Ansar al Sharia et d'autres milices radicales appartiennent à ce deuxième courant. En janvier 2014, le Département d'État des États-Unis a aussi reconnu officiellement deux branches d'Ansar al Sharia en tant qu'organisations terroristes étrangères. Cependant, malgré cette distinction amplement admise, ces deux groupes semblent converger dans une sorte d'alliance tactique à l'intérieur de la scène politique extrêmement polarisée de la Libye actuelle. Bien que l'on ne puisse pas considérer certaines figures politiques et religieuses islamistes comme extrémistes, parfois elles se montrent favorables à une vision extrémiste de l'islam. C'est le cas du cheikh Sadiq al Garyani – mufti de Libye et dirigeant de Dar al Ifta' (Maison des Fatwas) – qui a demandé la création d'un conseil

afin de superviser l'application de la charia. Les derniers messages de Garyani – caractérisés par un positionnement très conservateur – confirment l'idée selon laquelle ils sont, de ce fait, très influencés par la pression qu'exercent d'autres islamistes plus radicaux. Garyani serait en train de tenter de conserver son influence en se rapprochant des positions des extrémistes et en demandant que le futur gouvernement s'adapte à leurs exigences au lieu de s'y opposer (bien qu'il n'y a pas très longtemps, il ait aussi demandé qu'Ansar al Charia participe aux élections).

Conclusion

Il semble peu probable que le processus de polarisation de la Libye ne s'arrête ni ne ralentisse dans un futur immédiat. Malgré leur interprétation assez modérée de la religion, les mouvements islamistes libyens remettent de plus en plus énergiquement en question la légitimité du gouvernement et s'opposent radicalement aux programmes laïcs et libéraux. Leurs positions se radicalisent encore plus du fait de la propagation d'une vision radicale de l'islam d'origine externe, appuyée par des mouvements jihadistes étrangers qui profitent aussi du retour des jihadistes libyens qui étaient partis combattre dans le jihad armé, à l'extérieur de la Libye.

La lutte entre les forces pro-islamistes et pro-sécularistes se mélange à la bataille pour la suprématie politique dans le pays – et en même temps elle la « cache » – avec une participation considérable des puissances régionales et internationales. Il est possible qu'Haftar reçoive l'aide de l'Égypte et probablement des USA ; il ne fait pas de doute que le Qatar a appuyé les Frères musulmans, tandis que les réseaux jihadistes internationaux (Al Qaida, Al Qaida du Maghreb Islamique et État islamique d'Irak et du Levant) maintiennent des liens étroits avec Ansar al Charia, en attendant un nouveau califat libyen.

Les actions militaires du général Haftar offrent à l'Égypte d'Al Sissi une occasion d'assener un coup indirect au refuge des islamistes en Lybie. En même temps, cependant, sa présence offre un possible objectif qui pourrait pousser les forces islamiques à serrer les rangs à nouveau et à déclarer une autre guerre jihadiste (ce qui déclencherait aussi un processus de radicalisation des Frères musulmans libyens). Les mouvements séculaires profitent de cette situation pour s'assurer du contrôle du gouvernement et du nouveau Parlement, et ils « vendent » à l'étranger l'idée selon laquelle ils sont les seuls à pouvoir gouverner de façon efficace un État démocratique, grâce aussi à l'appui occidental. Dans ce contexte, l'instabilité libyenne semble difficile à enrayer et il reste peu d'espoir que le nouveau Parlement puisse remplir une fonction importante dans la récupération de la stabilité et démontrer ainsi sa capacité à administrer efficacement le pays. ■